

E12-8/21-48F

CA.1.2749

Direction de l'Information
Ministère des Affaires étrangères
Ottawa Canada

Bulletin

hebdomadaire canadien

Vol. 27, N° 48

LE LANCEMENT DU SATELLITE ANIK I

Le 13 novembre, à 15h.53 (heure normale de l'Est), *Anik I** qui constitue l'élément spatial du premier système commercial de télécommunications domestiques par satellite, a été placé sur orbite équatoriale à environ 22,300 milles de la surface de la terre. Il avait été lancé du Cap Kennedy (Floride) le 9 novembre.

La mise à feu du moteur d'apogée d'*Anik* a été commandée à partir du Centre de contrôle des satellites de Télésat Canada à Ottawa; le signal a été relayé par la station principale de télémessure, de guidage et de contrôle aménagée à Allan Park, à 35 milles au sud de Owen Sound en Ontario.

Le moteur d'apogée, contenant 576 livres de carburant solide, a fonctionné pendant 40 secondes modifiant ainsi l'orbite elliptique d'*Anik* en une

* Mot esquimau qui signifie "frère".

SOMMAIRE

Le lancement du satellite <i>Anik I</i>	1
La mère du Jour du souvenir	3
Inauguration d'un parc historique à Québec	3
Conférence sur les communications	3
Les décès en 1971 et leurs causes	4
La saveur du fromage cheddar	4
Moins de poissons, plus d'argent	4
Offre du Canada concernant la surveillance au Vietnam	5
Fusion des bases militaires d'Ottawa	5
L'Ontario attire les touristes	6
Contribution au PNUD augmentée	6
Un nouveau bill de l'Immigration	7
Les aéroports ont bourdonné d'activité en 1971	7
Football - Hockey	8
Index mensuel	9

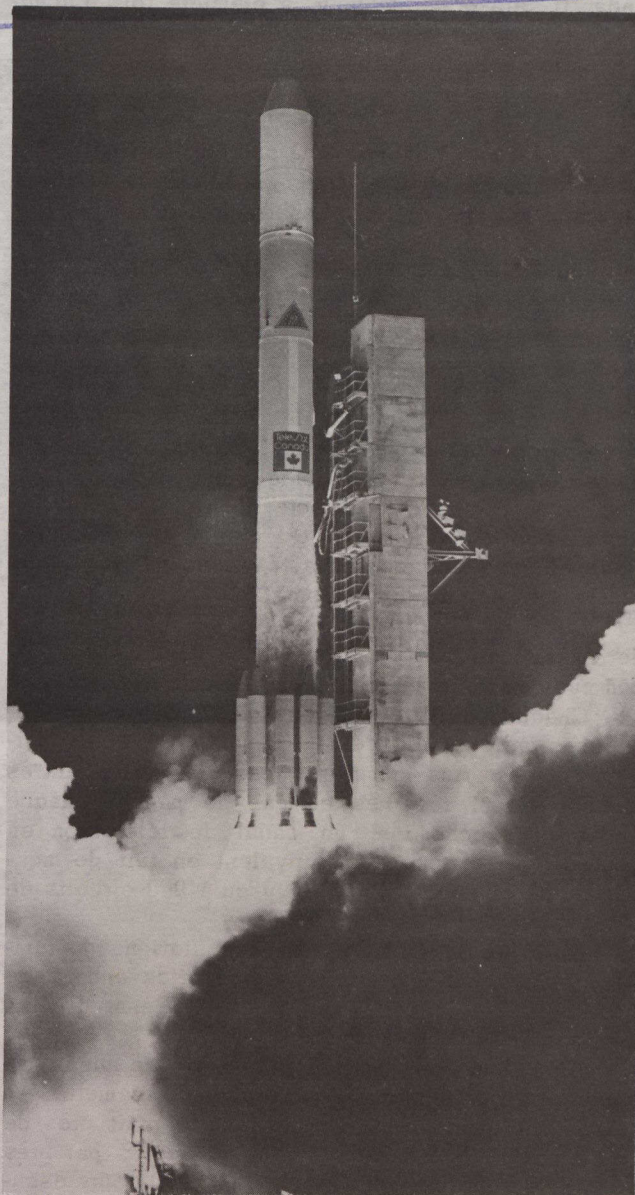
CANADIAN OFFICIAL PUBLICATIONS

CO.

29 novembre 1972

DE PUBLICATIONS OFFICIELLES

LES

NATIONAL LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
CANADA

Anik I est lancé du Cap Kennedy le 9 novembre.

orbite synchrone uniforme de 22,300 milles au-dessus de l'équateur.

Au cours des jours suivants, *Anik I* a dérivé vers l'est à un rythme d'environ trois degrés et demi par jour jusqu'à ce qu'il ait atteint sa position définitive, soit une longitude de 114 degrés ouest.

Cette mise sur orbite synchrone (où le satellite et la terre font une révolution complète à toutes les vingt-quatre heures) mettait fin à une période de concentration intense de plus de 91 heures pour les quelque 120 personnes qui faisaient partie des équipes de contrôle du satellite de Télésat Canada, tant au Centre de contrôle des satellites à Ottawa qu'aux stations de télémétrie à Allan Park (Ontario), à Lake Cowichan (Colombie-Britannique) et sur l'île de Guam dans l'océan Pacifique.

AU SERVICE DE TOUT LE PAYS

Avec la mise en service du système de Télésat Canada, il sera possible pour la première fois d'acheminer toutes les formes de télécommunications entre n'importe quel point du Canada, de l'est à l'ouest, de la frontière américano-canadienne à l'océan Arctique.

Au départ, le système de Télésat servira à ses premiers clients, notamment la société Radio-Canada, le Réseau téléphonique trans-canadien, Télécommunications CN/CP et Bell Canada pour acheminer les messages téléphoniques, les données, le Télex, TWX de même que les émissions de télévision du réseau dans diverses régions du pays.

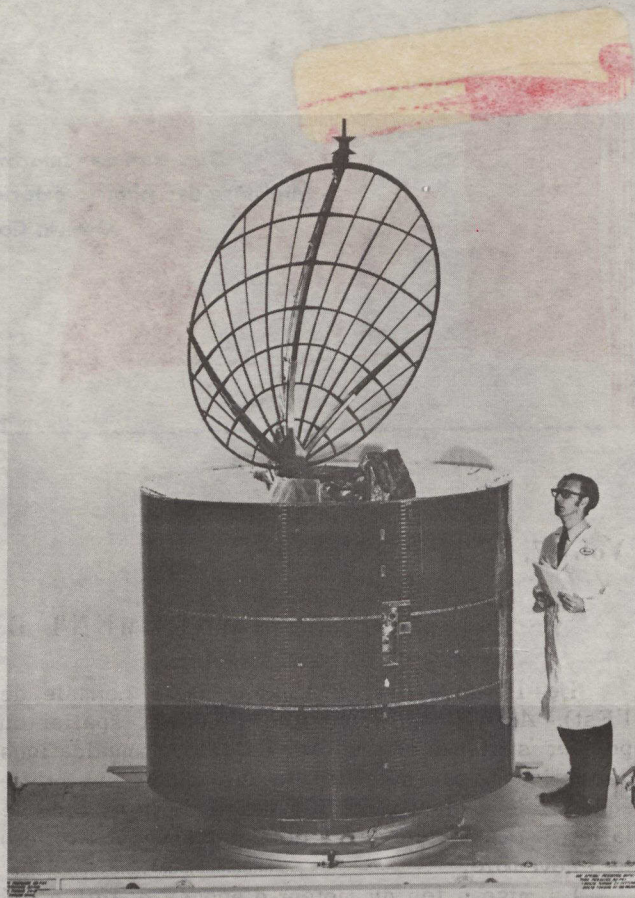
Dans les régions méridionales du Canada, le système de Télésat permettra de diversifier les grilles d'acheminement et d'étendre la capacité des réseaux terrestres actuels des diverses entreprises de télécommunications. Pour le Nord, il permettra d'assurer un service téléphonique sûr, 24 heures par jour, avec composition directe, de même que la diffusion des émissions de télévision du réseau de Radio-Canada aux communautés desservies par les stations terriennes de Télésat.

Deux satellites identiques et un réseau de base de 37 stations terriennes forment le système de télécommunications domestiques de Télésat Canada.

Chaque satellite est muni de 12 canaux de fréquences-radio et dix de ces canaux seront disponibles à des fins commerciales. Les deux autres canaux seront réservés en cas de panne. Chaque canal peut acheminer un canal de télévision en couleurs avec son ou l'équivalent en fait de messages, ce qui peut atteindre jusqu'à 960 circuits de téléphones simultanés par canal.

Anik sera dirigé à partir des stations de contrôle de la NASA (National Aeronautics and Space Administration) et des stations de Télésat d'Allan Park, de Lake Cowichan et de Guam.

Anik I mesure un peu plus de onze pieds de hauteur et a un peu plus de six pieds de diamètre. Au moment du lancement, son poids atteignait près de 1,250 livres. Ses systèmes sont alimentés par près de 23,000 cellules solaires; des accumulateurs assureront la relève pendant les éclipses.



Anik I, élément spatial du premier système commercial de télécommunications domestiques par satellite.

Son antenne transparente de 60 pouces peut embrasser le Canada entier "d'un seul coup d'oeil".

La société *Hughes Aircraft* de Californie a été le principal entrepreneur et les principaux sous-entrepreneurs canadiens étaient *Spar Aerospace Products Limited* de Toronto et *Northern Electric* de Montréal. *Spar* a construit les structures de l'engin spatial alors que *Northern Electric* a fabriqué les éléments électroniques servant aux télécommunications.

VÉHICULE DE LANCEMENT

La fusée porteuse *Thor-Delta* de poussée accrue, à trois étages, qui a servi de véhicule de lancement s'élève à 116 pieds, elle a un diamètre de 8 pieds et pèse 204,500 livres. Une fois le carburant contenu dans chaque étage consommé, cette partie se détache du reste de la fusée. Le dernier étage se sépare environ 26 minutes après le lancement et le satellite se trouve alors sur orbite de transition.

Une fois le satellite sur orbite de transition (une ellipse ayant un apogée d'environ 22,300 milles et un périégée de 120 milles), le contrôle d'*Anik* est passé de la NASA à Télésat Canada. En orbite de transition, le satellite fait le tour de la terre à peu près à toutes les dix heures. Après la septième orbite, le moteur d'apogée a été mis à feu sur un signal en provenance d'Ottawa. Alimenté par environ 500 livres de carburant solide, le moteur d'apogée a fourni la poussée définitive qui a fait passer le satellite de son orbite de transition elliptique à une



LA MÈRE DU JOUR DU SOUVENIR

Mme Mary Louise McLeod, Indienne de 76 ans de la réserve Cape Croker près de Wiarton, en Ontario, représentait toutes les mères canadiennes lors de la cérémonie nationale du Jour du souvenir tenue à Ottawa le 11 novembre.

Mme McLeod a perdu deux de ses fils durant la Seconde Guerre mondiale. Alfred Joseph McLeod, mort en Italie à l'âge de 29 ans servait dans le régiment de Perth, et John Joseph McLeod, mort dans le nord-ouest de l'Europe à l'âge de 23 ans était membre du 6e régiment blindé.

Mme McLeod a placé l'une des six couronnes officielles au pied du cénotaphe national durant la cérémonie.

INAUGURATION D'UN PARC HISTORIQUE À QUÉBEC

Le parc historique national Cartier-Brébeuf, situé dans le quartier Limoilou de la ville de Québec, a été inauguré en septembre dernier. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord, M. J. Chrétien a déclaré à cette occasion: "Nous rendons ainsi hommage à Jacques Cartier, qui releva le défi matériel que constituait à cette époque, la découverte d'une terre lointaine, ainsi qu'à son compatriote français, Jean de Brébeuf, qui, avec non moins de conviction et de courage, releva le défi spirituel de porter le message évangélique aux premiers pionniers."

L'inauguration du plus récent parc historique

national créé au Québec coïncidait avec le 437^e anniversaire de la rencontre de Jacques Cartier avec le chef de la bourgade voisine de Stadaconé. En effet, c'est le 17 septembre 1535 que Cartier reçut du poisson de ce chef, en guise de cadeau de bienvenue.

C'est en 1889 que les membres du Conseil municipal de la ville de Québec et de la Société Saint-Jean-Baptiste décidèrent d'aménager un parc d'une superficie de trois acres à cet endroit. Aujourd'hui, le parc couvre environ 16 acres et est doté d'un centre d'accueil et d'information, en plus d'un bassin où mouille la réplique de la Grande Hermine, vaisseau amiral de Cartier.

La réalisation du parc historique national Cartier-Brébeuf est due à l'étroite collaboration des gouvernements municipal, provincial et fédéral, et représente un investissement de près d'un million et demi de dollars.

Le dernier jalon du réseau canadien de parcs historiques est une étape fondamentale de l'oeuvre entreprise par les trois paliers de gouvernement et permettra aux Canadiens et aux Québécois, en particulier, de remonter aux sources de leur histoire, tout en conservant au Vieux Québec son aspect d'autrefois.

CONFÉRENCE SUR LES COMMUNICATIONS

Une Conférence sur les télécommunications du Commonwealth s'est ouverte à Ottawa le 13 novembre pour une durée de trois semaines; elle réunit 26 pays membres. Ce sera la première conférence au niveau des gouvernements depuis la création de l'Organisation des télécommunications du Commonwealth en 1969.

C'est à la Conférence de Londres en 1966 qu'on a recommandé la création de cette nouvelle Organisation, laquelle remplace la Commission des télécommunications du Commonwealth, établie en 1949, et dont le Canada était un des pays fondateurs.

C'est le sous-ministre des Communications, M. Allan E. Gotlieb, qui dirige la délégation canadienne; M. Jean-Claude Delorme agit comme directeur adjoint; il est le président-directeur général de la Société canadienne des télécommunications transmarines et le représentant canadien au Conseil des télécommunications du Commonwealth; c'est ce Conseil qui est chargé de préparer l'ordre du jour des conférences et de mettre en oeuvre les recommandations adoptées par les gouvernements.

La conférence permettra aux délégués de faire le point sur les progrès accomplis depuis 1966. Plus particulièrement, on y étudiera les besoins futurs du Commonwealth en télécommunications, eu égard à la configuration toujours changeante des réseaux internationaux et aux nouveaux moyens de télécommunications dont les câbles sous-marins à grande capacité et les satellites. Une des plus importantes questions à l'ordre du jour est celle relative à la mise sur pied d'un système unifié de comptabilité, lequel s'appli-

querait à tous les services de télécommunications, y compris les services par satellites. C'est la première fois qu'une conférence sur les télécommunications du Commonwealth se tient au Canada.

Le réseau de télécommunications du Commonwealth, qui s'étend aux quatre coins du globe, est un des plus grands réseaux commerciaux au monde. Il dispose de 26,000 milles de câbles télégraphiques sous-marins à large bande, 86 postes radio haute fréquence, 115,000 milles de câbles télégraphiques sous-marins ainsi que de dix stations terriennes pour les télécommunications par les satellites d'Intelsat. Les revenus bruts du réseau s'élèvent à quelque 500 millions de dollars.

LES DÉCÈS EN 1971 ET LEURS CAUSES

En 1971, 157,272 décès de résidents canadiens ont été enregistrés, soit une légère hausse par rapport à 1970 (155,961 décès). Le nombre des décès a augmenté au Québec, au Manitoba, en Alberta ainsi qu'en Colombie-Britannique, mais a diminué dans les six autres provinces. Le taux de mortalité nationale pour les deux sexes était de 7.3 pour 1,000 habitants, soit le même qu'en 1969 et 1970. Le taux de mortalité par province et territoire a varié entre un minimum de 5.7 au Yukon et un maximum de 9.0 dans l'Île-du-Prince-Édouard.

Des 157,272 décès enregistrés, 77,730 (49.4%) ont été causés par des maladies du coeur et de l'appareil circulatoire (contre 77,343 en 1970), 31,036 (19.7%) par le cancer contre 30,483 en 1970, et 12,031 (7.6%) par des accidents contre 11,378 en 1970. L'importance relative de trois principales causes de décès pré-citées (les plus importantes depuis 1951) a peu varié au cours de ces dernières années. Le nombre de décès dus aux maladies de l'appareil respiratoire est tombé de 10,698 à 10,286. Les accidents mortels de véhicule à moteur ont augmenté de 5,312

à 5,690, ceux causés par des chutes sont passés de 1,609 à 1,774 et ceux par l'incendie ou le feu de 634 à 647; cependant, les décès par empoisonnement ont diminué de 720 à 699 et ceux par noyade de 1,173 à 1,064. Le nombre de suicides a augmenté, passant de 2,413 à 2,559, portant ainsi le taux de suicide pour 100,000 habitants de 11.3 à 11.9. En 1971, 458 homicides ont été commis contre 421 l'année précédente; le taux pour 100,000 habitants est ainsi passé de 2.0 à 2.1.

En 1971, 6,356 décès d'enfants de moins d'un an ont été enregistrés, faisant tomber le taux de mortalité infantile pour 1,000 naissances vivantes à 17.5 (minimum record). Le taux de mortalité infantile par province a varié entre un minimum de 15.3 en Ontario et un maximum de 22.9 à Terre-Neuve.

MOINS DE POISSONS, PLUS D'ARGENT

Les pêcheurs de Terre-Neuve gagnent de plus en plus d'argent en dépit du fait que les prises diminuent à chaque saison.

Au cours des huit premiers mois de 1972, la valeur des prises (467 millions de livres de poisson) s'élevait à 25.8 millions de dollars comparativement à 20.8 millions de dollars pour la même période en 1971 (706 millions de livres de poisson).

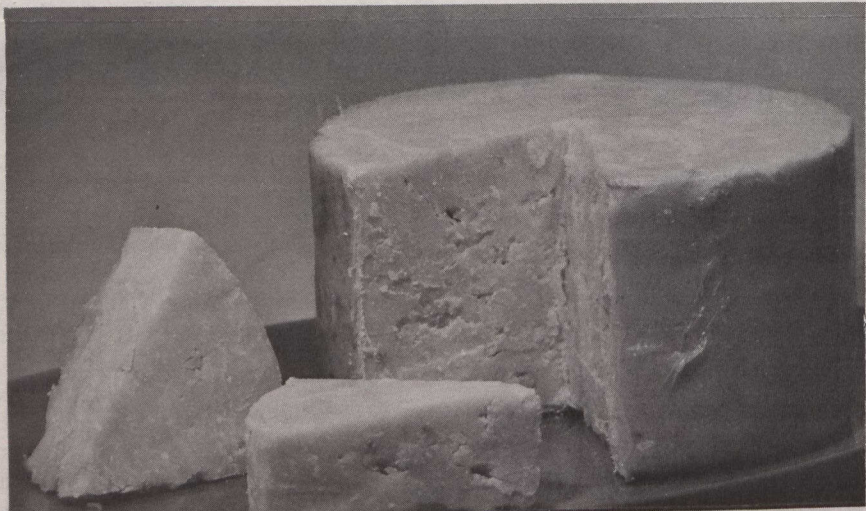
On a pêché 855 millions de livres de poisson en 1971 comparativement à 982 millions de livres en 1970. La valeur brute des prises en 1971 a toutefois augmenté de 1.1 pour cent par rapport à celles de 1970.

L'industrie de la pêche côtière de Terre-Neuve n'employait que 15,850 personnes l'année dernière comparativement à 16,144 personnes l'année précédente, une diminution d'environ 300 personnes. Cette industrie qui fonctionne du printemps à l'automne occupait autrefois 40,000 personnes.

LA SAVEUR DU FROMAGE CHEDDAR

Personne ne sait exactement ce qui donne au fromage cheddar sa saveur et son goût si particuliers. Les scientifiques de l'Institut de recherches sur les aliments du ministère fédéral de l'Agriculture veulent en connaître davantage sur le sujet. Ils espèrent découvrir les éléments qui développent cette saveur particulière afin de donner à l'industrie laitière nationale un indice qui lui permettrait de mieux contrôler le processus de fabrication du fromage.

La détermination des composants qui forment la saveur est plus difficile qu'on ne le pense. Jusqu'à maintenant, 150 d'entre eux ont été isolés dans les éléments volatils du cheddar mais on n'a trouvé aucun mélange de ces composants qui reproduise la saveur originale.



OFFRE DU CANADA CONCERNANT LA SURVEILLANCE AU VIETNAM

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, a fait la déclaration suivante le 2 novembre:

Les déclarations émanant récemment des États-Unis et du Nord Vietnam laissent entrevoir la possibilité de la conclusion, dans un très proche avenir, d'un accord sur la paix au Vietnam. Le Premier ministre, dans sa déclaration du 26 octobre, se réjouissait de ces événements et exprimait l'espoir que partagent tous les Canadiens, que ce conflit puisse se terminer le plus tôt possible.

D'après les déclarations publiques, l'accord prévu par les parties engagées envisage, entre autres aspects, la mise sur pied de mécanismes internationaux nouveaux pour surveiller l'application par les parties elles-mêmes de certains éléments des accords en question, et la presse a évoqué certaines hypothèses suivant lesquelles le Canada pourrait se joindre à ces nouveaux mécanismes.

Au cours de ces dernières années, le Gouvernement a fait connaître très clairement, et ceci à de nombreuses reprises tant en public qu'en particulier, sa politique en ce qui concerne la participation du Canada à d'éventuels mécanismes de surveillance de la paix en Indochine. Il en ressort que le Gouvernement accueillerait favorablement toute demande émanant de toutes les parties intéressées visant à obtenir une participation canadienne à de tels mécanismes pour autant qu'à la lumière de l'expérience canadienne dans ce domaine, l'activité proposée au Canada offre des chances de succès et pour autant que le Canada ait de bonnes raisons de croire qu'il puisse y apporter une contribution utile et efficace.

Les parties intéressées sembleraient avoir conclu qu'au moment d'un cessez-le-feu au Vietnam, une présence internationale quelconque doit être immédiatement en place; cette présence prendrait part aux fonctions de surveillance qui peuvent être requises. Afin de satisfaire aux besoins créés par cette situation, le Gouvernement du Canada est donc prêt à mettre à la disposition de ce nouvel organisme de surveillance internationale, dans un premier temps, la Délégation du Canada près la Commission internationale pour la surveillance et le contrôle (CISC) au Vietnam, créée par la Conférence de Genève de 1954. Cette Délégation a d'ores et déjà ses bureaux tant à Hanoi qu'à Saigon et serait donc en mesure de participer aux débuts du rôle de surveillance dont s'acquitterait le nouvel organisme en question, jusqu'à la Conférence internationale envisagée dans les accords sur la paix au Vietnam. L'évolution de la Conférence permettrait au Canada ainsi qu'aux parties intéressées de décider quel rôle, si rôle il y a, conviendrait au Canada à la lumière des dispositions émanant de la Conférence en ce qui concerne la composition, le mandat et le fonctionnement d'un organisme international de surveillance.

Si le Canada était convié à participer à la Conférence internationale qui doit se réunir trente jours après la signature du cessez-le-feu, le Canada serait évidemment disposé à y participer.

Le Gouvernement croit bien que pour autant que la participation du Canada entre en ligne de compte, ces dispositions à cet égard permettront l'entrée en vigueur du cessez-le-feu sans aucun délai, cela étant bien sûr sujet à la conclusion d'un accord entre les parties intéressées.

FUSION DES BASES MILITAIRES D'OTTAWA

Le Quartier général de la Défense nationale a annoncé que deux bases militaires de la région de la capitale nationale, soit celles de Rockcliffe et d'Uplands, ont fusionné pour devenir, depuis le 1er novembre, la Base des Forces canadiennes (BFC) d'Ottawa.

Ce sont deux anciennes stations de l'Aviation royale canadienne qui ont des liens historiques avec la ville d'Ottawa. Cette fusion, selon les autorités, a pour effet de "simplifier les fonctions de gestion et de soutien".

On ne prévoit aucun changement important à ces deux endroits quant à l'occupation des immeubles et terrains, ni, non plus, de transferts d'unités.

Les détails de la compression du personnel, qui s'échelonnent sur une période d'un an, sont encore à l'étude. Cependant, quelques mutations de militaires sont prévues et le nombre d'employés civils, sous les nouvelles structures, ne sera que légèrement diminué. Approximativement 2,800 militaires et 1,800 civils travaillent présentement à ces deux endroits. La réduction des effectifs civils s'effectuera par la voie de la rotation normale, bien qu'il puisse être nécessaire d'effectuer certaines mutations entre les deux installations. Les militaires excédentaires seront affectés à d'autres unités.

Les avantages de la fusion comprennent la consolidation de fonctions telles que la comptabilité et les transports, de même que l'administration et la gestion d'un certain nombre de services communs aux deux installations.

La vieille base aérienne de Rockcliffe, d'une superficie de 930 acres, compte environ 1,400 militaires et 1,500 employés civils. La plupart appartiennent au Quartier général de la Défense nationale. Avec ses 279 acres, Uplands compte quelque 1,400 militaires et 300 civils.

Les principales activités de la Base de Rockcliffe pendant les 40 années qui ont suivi son ouverture en 1919, ont porté sur la photographie aérienne utilisée pour la cartographie d'une grande partie du Canada, le transport aérien et les essais aéronautiques.

Le Quartier général du Commandement du matériel aéronautique s'y est installé en 1954. La base comprend aujourd'hui plusieurs unités dont les prin-

cipales activités sont la logistique, les approvisionnements, la photographie et le renseignement. Les vols militaires ont été suspendus en 1964.

La base d'Uplands, qui partage les installations d'aérodrome avec l'aéroport civil d'Ottawa, a été choisie comme lieu d'une école de pilotage dans le cadre du Programme d'entraînement aérien du Commonwealth britannique. Le vol militaire a été suspendu à cette base en 1945 et le Commandement de l'entretien qui s'y trouvait, a déménagé en 1947. La Station fut fermée jusqu'en 1950, année qui vit un nouvel essor de l'ARC.

Depuis ce temps, la base fait partie à la fois des Commandements de la Défense aérienne et des Transports aériens, et, au cours des années, diverses unités aériennes s'y sont succédé. Également, le Centre d'évaluation et d'essais aéronautiques, maintenant situé à Cold Lake (Alberta), se trouvait à cette base jusqu'en 1971.

La plus grosse unité aérienne présentement à Uplands, est le 412e (VIP) Escadron de transport. Les autres éléments comprennent le 450e Escadron tactique d'hélicoptères, le 2e Escadron d'entretien des aéronefs en campagne, l'Unité canadienne de détection aérienne, et la 3e Unité des mouvements aériens, l'une des aérogares militaires les plus achalandées au Canada.

L'ONTARIO ATTIRE LES TOURISTES

Un plus grand nombre de visiteurs de l'étranger dépensent chaque année plus d'argent au Canada, et l'Ontario capte une large part de ce marché touristique croissant.

Le nombre des visiteurs au Canada est passé de 410,800 en 1966 à 535,500 en 1970, et leurs dépenses, qui se chiffraient par 110 millions, sont passées à 152 millions de dollars au cours de la même période. En 1970, l'Ontario a attiré 228,000 touristes, soit 42 pour cent de toutes les personnes qui ont visité le Canada.

Ce sont là les résultats d'une enquête sur le marché touristique européen menée par la Direction générale du tourisme et des loisirs du ministère ontarien de l'Industrie et du Tourisme.

LES MOTIFS DU VOYAGE

La visite de parents et d'amis est le principal motif invoqué par les Européens qui viennent au Canada. Les loisirs viennent en second lieu puis les affaires.

L'étude démontre aussi que la durée moyenne du séjour des Européens est de 20 jours. En comparaison, les visites des Américains au Canada sont ordinairement de courte durée, de moins de 24 heures pour la plupart, et d'environ six jours en moyenne pour ceux qui séjournent au moins une nuit.

En 1970, l'Ontario reçut 169,000 visiteurs européens qui y dépensèrent 48 millions de dollars.

D'après l'étude, ces visiteurs n'ont habituellement pas besoin de loger à l'hôtel et même ceux qui

ont des moyens relativement modestes préfèrent épargner et dépenser leur argent au Canada pour des souvenirs et des articles personnels. Les dépenses moyennes des Européens, qui s'élèvent à \$173, se comparent favorablement aux dépenses moyennes plus faibles enregistrées pour les visiteurs américains en Ontario.

LIEU D'ORIGINE

Le Royaume-Uni vient en tête de liste des dix principaux pays étrangers d'où provenaient les visiteurs au Canada en 1970, avec un total de 157,736. Les autres sont: l'Allemagne de l'Ouest, 41,261; la France, 36,915; les Pays-Bas, 27,996; le Japon, 22,011; l'Italie, 18,577; l'Australie, 17,001; la Jamaïque, 11,417; le Mexique, 10,862 et l'Inde, 9,428.

L'étude fait également ressortir le fait que les visiteurs européens aiment voyager et voir le plus possible de pays durant leur séjour outre-Atlantique.

CONTRIBUTION AU PNUD AUGMENTÉE

Au cours d'une récente Conférence du Programme des Nations Unies pour le développement, le représentant au Canada, M. Saul F. Rae a déclaré: "Le Canada a réaffirmé son appui au Programme des Nations Unies pour le développement. Il a affecté, au cours des années, une proportion croissante de ses fonds d'assistance au développement à ce programme. Nous avons donc l'intention d'augmenter notre contribution cette année par 1.8 million de dollars, sous réserve de l'approbation de notre Parlement, portant ainsi notre contribution pour 1973 à 19.8 millions de dollars (É.-U.).

En 1974 le Canada contribuera une somme au moins égale à celle de 1973, en fonction de l'expansion du programme et sous réserve du vote des crédits par le Parlement canadien. Cette future contribution est provisoire, en attendant la réaction des autres pays donateurs.

"En outre, le Canada fera au cours de la prochaine année civile, une contribution *supplémentaire* minimum de \$500,000 afin d'accélérer le développement des pays en voie d'industrialisation."

PLANIFICATION FAMILIALE

Le Canada a contribué deux millions de dollars au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, dans le cadre de son programme d'aide multilatérale au développement pour 1972-1973. Les autorités canadiennes compétentes estiment que la planification familiale fait partie intégrante des programmes visant à améliorer le niveau de vie dans beaucoup de pays en voie de développement. Le Fonds est constitué par les contributions volontaires de plusieurs États membres de l'ONU et effectue des projets de planification familiale et des recherches connexes.

UN NOUVEAU BILL DE L'IMMIGRATION

Le ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, M. Bryce Mackasey, a annoncé que le droit des visiteurs de déposer une demande d'immigrants reçus durant leur séjour au pays est temporairement interrompu.

“Nous présenterons à la Chambre des communes, comme je l'ai dit, un nouveau bill de l'Immigration, dès que l'occasion en sera propice. Ce bill contiendra des dispositions qui nous permettront de régler directement le cas des indésirables qui entrent au Canada, sans l'intention de retourner dans leur propre pays et qui se prévalent des avantages qu'accorde notre régime d'appel pour demeurer le plus longtemps possible chez nous.

Dans sa déclaration, le ministre a ajouté: “Cette décision a été prise après qu'on eut clairement démontré que cette disposition de notre politique d'immigration a fait l'objet d'abus de la part d'escrocs sans scrupule qui ont pris avantage de l'innocence et de la crédulité d'un bon nombre de gens en plusieurs pays.

“Les touristes de bonne foi seront toujours bien accueillis en notre pays. Quelque 38 millions d'entre eux sont venus au Canada l'année dernière et c'est à notre avantage de stimuler un tourisme de cet ordre. C'est pourquoi nous n'avons pas l'intention d'ajouter immédiatement à la liste des pays soumis à l'obligation d'un visa pour entrer au Canada à titre de visiteur, à moins qu'il ne devienne évident que des citoyens de certains pays abusent d'un tel privilège. Lorsque nous constaterons que les visiteurs ne retournent pas chez eux dans les délais impartis, alors nous devrons recourir à des visas.

“Nous nous sommes efforcés d'être justes et raisonnables en autorisant le maintien d'une politique qui autorisait les visiteurs à faire une demande d'immigrants reçus au Canada, mais il est de plus en plus démontré que s'organisent des mouvements dans le seul dessein d'exploiter de pauvres gens en les renseignant fort mal sur notre immigration. Cela peut se décrire comme un trafic de personnes humaines.”

Monsieur Mackasey a relevé le fait que des personnes, ayant subi un échec dans leur demande d'immigrant reçu, ont dû accepter de l'emploi au Canada pour assurer leur subsistance en attendant la décision de leur appel, “cependant qu'en règle générale, ces emplois auraient dû aller à des Canadiens.”

“La politique canadienne de l'Immigration a toujours été libérale et très large et elle continuera de l'être, a déclaré le ministre. Les demandes qui nous parviennent des pays des ressortissants nous permettent d'orienter l'immigration en fonction des besoins de main-d'oeuvre au Canada et rendent subseqüemment plus facile aux immigrants la tâche d'assurer leur subsistance dans un pays étranger.

“On oublie généralement que les immigrants l'année dernière ont apporté au Canada \$344 millions; aussi, nous nous efforcerons d'encourager l'immigration conformément aux méthodes traditionnelles,

c'est-à-dire selon les demandes déposées dans les pays des ressortissants intéressés.”

Monsieur Mackasey a ajouté que les efforts entrepris pour corriger les arriérés de cas qui existent à l'heure actuelle et qui sont à différent stade d'appel “ont bien réussi, sans pour cela diminuer de façon sensible l'application des critères originaux. Au 27 octobre 1972, nous avons étudié 13,500 cas, dont 3,000 restent à considérer. Dans l'étude de ces cas, nous nous en sommes tenus aux critères que reconnaît notre loi.

“On s'attend que l'étude de ces arriérés de cas soit terminée à la fin de décembre, comme nous l'avons dit déjà.”

LES AÉROPORTS ONT BOURDONNÉ D'ACTIVITÉ EN 1971

L'aéroport international de Toronto a pris la tête de l'activité aéroportuaire canadienne l'an dernier avec 6,423,500 voyageurs comparativement à 6,210,000 en 1970.

Montréal a pris la deuxième place avec 5,213,500 (4,909,300)* voyageurs, et Vancouver la troisième avec 2,656,200 (2,524,700).

L'aéroport international de Calgary, qui occupait la cinquième place en 1970, est passé au quatrième rang en 1971 avec 1,466,000 (1,393,500) voyageurs. Winnipeg a glissé de la quatrième à la cinquième place l'an dernier avec 1,387,800 (1,410,800) voyageurs.

L'aéroport international d'Ottawa a aussi dépassé le million de voyageurs, soit plus exactement 1,093,900 en 1971 (1,040,800).

* Les nombres entre parenthèses correspondent aux données de 1970.

LE LANCEMENT DU SATELLITE ANIK I (Suite de la page 2)

orbite circulaire, à 22,300 milles de la terre au-dessus de l'équateur. A cette altitude, la vitesse d'orbite du satellite est à peu près égale à celle de la rotation de la terre et, après quelques corrections de guidage par Télésat, le satellite semble stationnaire à partir de n'importe quel point au Canada.

Anik I est maintenant placé sur une longitude de 114 degrés ouest et une latitude de 0 degré, soit à peu près sur la même longitude que Calgary (Alberta), au niveau de l'équateur. Le satellite sera maintenu en position pour au moins sept ans au moyen de petites fusées de guidage à bord du satellite, lesquelles seront mises à feu de temps à autre, au besoin.

En avril 1973, on lancera un deuxième satellite Anik qui sera placé sur une longitude de 109 degrés ouest et servira de support spatial au système. Un troisième satellite sera gardé en réserve au sol, en cas de panne.

LE FOOTBALL ET LE HOCKEY AU 26 NOVEMBRE

LIGUE CANADIENNE DE FOOTBALL - DEMI-FINALE

Est - 26 novembre

Hamilton, 23; Ottawa, 8 - (Hamilton a gagné ce match et la série finale de l'Est au total des points, 30-27).

Hamilton et Saskatchewan se disputeront la coupe Grey à Hamilton, le 3 décembre.

LIGUE NATIONALE DE HOCKEY

Résultats
25 novembre

Toronto, 11; Californie, 0.
NY Islanders, 2; Pittsburgh, 2.
Detroit, 6; Philadelphie, 4.
Chicago, 4; St. Louis, 2.
Minnesota, 3; Los Angeles, 0.

26 novembre

NY Rangers, 7; Toronto, 4.
Californie, 8; Detroit, 4.
Minnesota, 3; Vancouver, 1.
Atlanta, 6; Pittsburgh, 2.
Chicago, 3; Montréal, 2.
Boston, 6; Philadelphie, 4.

Division est

	P	W	L	T	F	A	P
Montréal	23	15	3	5	100	50	35
NY Rangers.....	22	15	6	1	92	60	31
Boston.....	22	13	7	2	100	76	28
Buffalo	22	9	6	7	69	62	25
Detroit.....	20	10	8	2	73	66	22
Toronto	21	7	11	3	68	67	17
Vancouver	23	7	14	2	70	95	16
NY Islanders.....	20	3	15	2	45	99	8

Division ouest

Minnesota	22	12	7	3	66	53	27
Chicago.....	22	12	8	2	76	65	26
Pittsburgh	23	11	10	2	87	73	24
Los Angeles	24	10	11	3	82	82	23
Atlanta	24	10	11	3	54	71	23
Philadelphie	23	10	11	2	80	84	22
St. Louis	19	4	10	5	45	65	13
Californie	22	4	14	4	57	96	12

ASSOCIATION MONDIALE

25 novembre

Chicago, 4; Philadelphie, 3.
Houston, 3; Cleveland, 1.
New York, 4; Alberta, 2.

26 novembre

Alberta, 2; Ottawa, 1.
Los Angeles, 6; New York, 2.
Winnipeg, 4; Québec, 1.
Minnesota, 3; New England, 1.

Division est

Cleveland	21	14	6	1	80	54	29
New England	20	12	7	1	81	64	25
New York	22	11	11	0	93	79	22
Québec	20	10	9	1	67	67	21
Ottawa	19	8	10	1	70	81	17
Philadelphie	20	4	16	0	58	96	8

Division ouest

Winnipeg	26	15	10	1	95	79	31
Minnesota	20	12	7	1	67	63	25
Alberta	24	12	11	1	76	80	25
Los Angeles	24	10	13	1	76	86	21
Houston.....	20	9	10	1	62	68	19
Chicago.....	18	5	12	1	48	57	11

INDEX MENSUEL

(Vol. 27 – Novembre 1972)

- Accords internationaux
 Accord aérien Canada-Chine, No 44, p. 2
 Signature d'accords INCO-Indonésie-Japon,
 No 44, p. 4
- Affaires extérieures
 Offre du Canada concernant la surveillance au
 Vietnam, No 48, p. 5
- Agriculture
 Augmentation du prix des céréales, No 45, p. 6
 Le Canada se joint à l'Institut interaméricain
 des sciences agricoles, No 44, p. 6
 Nouvelle tour de séchage du foin, No 45, p. 7
- Anik I* (voir Communications)
- Arctique (voir Pollution)
- Aviation (voir aussi Accords et Commerce)
 Pour combattre la piraterie aérienne, No 47, p. 2
- Chine (voir Accords internationaux)
- Commerce et Industrie (voir aussi Accords int.)
 Construction poussée d'avions ADAC,
 No 44, p. 5
 Les exportations – 3e trimestre, No 46, p. 6
 Vente d'avions à l'Espagne, No 45, p. 6
- Communications
 Comité d'étude des projets du satellite de
 télécommunication, No 46, p. 7
 Conférence sur les –, No 48, p. 3
 Lancement du satellite *Anik I*, No 48, p. 1
- Consommation
 Comment obtenir du boeuf tendre, No 47, p. 3
 Indice des prix à la –, No 45, p. 5
 La saveur du fromage cheddar, No 48, p. 4
- Défense nationale
 Fusion des bases militaires d'Ottawa,
 No 48, p. 5
 La mère du Jour du souvenir, No 48, p. 3
- Développement social
 Étude sur le – en Inde, No 46, p. 5
 Rapport du Centre de recherches pour le –,
 No 47, p. 1
- Élections
 Position des partis ventilée par province,
 No 45, p. 2
 Un gouvernement minoritaire au Canada,
 No 45, p. 1
- Environnement (voir Pollution)
- Espagne (voir Commerce et Industrie)
- Gentilly, Centrale de,
 Prêt à la –, No 46, p. 2
- Gouvernement (voir Élections)
- Habitation et Logement
 L'habitation en septembre, No 44, p. 5
- Histoire (voir aussi Défense nat. et Lieux
 historiques)
 Vous vous souvenez du R-100?, No 45, p. 3
- Immigration
 Examens médicaux en Ouganda, No 45, p. 2
 Un nouveau bill de l'–, No 48, p. 7
- INCO (voir Accords internationaux)
- Inde (voir Développement social)
- Indiens et Esquimaux
 Des Esquimaux perdus sont rescapés,
 No 44, p. 3
 Le travail d'été et les étudiants indiens,
 No 47, p. 7
- Indonésie (voir Accords int.)
- Japon (voir Accords int.)
- Kreighoff C. (voir Postes)
- Labrador
 Trop tôt l'automne s'installe, No 44, p. 7
- Lieux historiques
 Inauguration d'un parc historique à Québec,
 No 48, p. 3
 Le programme des lieux et parcours privilégiés,
 No 44, p. 1
- Main-d'oeuvre (voir Indiens et Statistiques)
- McLoed, Mme Mary Louise (voir Défense nationale)
- Monnaie
 Commande du Venezuela à la –, No 47, p. 4
- Mines
 Levés géophysiques aériens au Nouveau-
 Brunswick, No 46, p. 7
- Nouveau-Brunswick (voir Mines)
- Ouganda (voir Immigration)
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le
 Développement)
 Augmentation de la contribution au –,
 No 48, p. 6

Shipping see Transportation

Sport (see also Transportation)

Football, hockey results, No. 44, 45, 46, Pp. 8;
No. 47, 48, Pp. 6

Telesat see Communications

Tourism

Tourists in Ontario, No. 46, P. 7

Trade

Canada and the EEC, No. 45, P. 5
Forthcoming fairs, No. 46, P. 6
Quarterly exports, No. 45, P. 4
Wheat to China, No. 48, P. 3
With Britain, No. 46, P. 2

Transportation (see also Aviation)

CP trucks in Europe, No. 46, P. 7
National Ports Council, No. 44, P. 2
Navigation Code, No. 47, P. 5
Regina's private bus service, No. 45, P. 4
Snowmobile licensing, No. 47, P. 5

Uganda see Health and Welfare

United Nations see External Aid

United States see Grants and Awards and Pollution

U.S.S.R. see Visits

Vietnam see External Affairs

Visits

Soviet scientist at McGill, No. 48, P. 5

Vital Statistics

Deaths and causes, No. 48, P. 4

Training programs, No. 44, P. 2
Fund for Population Activities, No. 46, P. 5
Pledges to UN Development Program and UN
International development research, No. 47, P. 1
India social development study, No. 47, P. 4
External Aid
Vietnam truce supervision, No. 46, P. 5
External Affairs (see also Aviation and Trade)
Europe see Trade and Transportation
Employment see Labour
Education see External Aid and Visits
Drugs see Science
Uniform policy changes, No. 48, P. 3
Remembrance Day, No. 46, P. 6
Award for base merger, No. 48, P. 5
Defence 75 76 1 9 01 02
22 97 02 0 11 11 03
Deaths and Vital Statistics 21 02
22 95 08 1 4 41 12
Recent debates Mr. Ferguson, P. 5
Party standings, No. 45, P. 2
Minority government elected, No. 45, P. 1
Constitution and Government
Factory rebuild, No. 46, P. 3
Construction
Satellite projects, No. 44, P. 8
Possible rise in phone rates, No. 48, P. 3
Air Force satellite launched, No. 48, P. 3
Communications (see also Commonwealth)

New cancer test, No. 45, P. 5
Hope for heroin addicts, No. 46, P. 1
Chess study, No. 48, P. 4
Beef grading, No. 47, P. 3
Avalanche forecaster, No. 46, P. 4
Awards and Visits
Science (see also Communications, Grants and
Foreign coins, No. 44, P. 3
Royal Canadian Mint
Kitchell commemorative stamp, No. 47, P. 4
Christmas stamps, No. 48, P. 2
Post Office
IJC air pollution report, No. 44, P. 3
Arctic water regulations, No. 45, P. 2
Pollution
Gentilly 2 station, No. 45, P. 5
Nuclear Energy
Northern Alliance see Pollution
Planes seek N.B. minister, No. 46, P. 4
Byways and Special Places, No. 44, P. 1
Natural Resources
National Research Council see Science
Autumn in Labrador, No. 44, P. 2
Almost toast bear, No. 44, P. 7
Miscellaneous
Unemployment increase, No. 44, P. 2
Labour (see also Health and Welfare), 2, 3
International Joint Commission see Pollution
External Aid
International Development Research Centre see
Canada